

## DELIBERATION CA103-2017

Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers  
Vu les articles L123-1 à L123-9 du code de l'éducation  
Vu le livre VII du code de l'éducation et notamment son article L719-7  
Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.  
Vu le code des statuts et règlements de l'Université d'Angers

Vu les convocations envoyées aux membres du conseil d'administration le 04 décembre 2017.

**Objet de la délibération**      Budget initial 2018

**Le conseil d'administration réuni le 14 décembre 2017 en formation plénière, le quorum étant atteint, arrête :**

Le budget initial 2018 est approuvé.

**Article 1 :**

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 1 445 ETPT sous plafond Etat et 404 ETPT hors plafond Etat

**Article 2 :**

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 158 885 412 € d'Autorisations d'Engagement (AE) dont :
  - 123 688 224 € personnel
  - 26 023 605 € fonctionnement
  - 9 173 583 € investissement
- 160 315 625 € de Crédits de Paiement (CP) dont :
  - 123 688 224 € personnel
  - 27 644 624 € fonctionnement
  - 8 982 777 € investissement
- 156 696 157 € de prévisions de recettes (RE)
- -3 619 468 € de solde budgétaire

La présente délibération est immédiatement exécutoire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché le : **22 décembre 2017** / mise en ligne le : **22 décembre 2017**

**Article 3 :**

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- -3 619 468 € de variation de trésorerie
- 23 296 € de résultat patrimonial
- 1 623 296 € de capacité d'autofinancement
- -2 932 672 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Cette décision est adoptée à la majorité avec 29 voix pour et 2 abstentions

Fait à Angers, le 15 décembre 2017

Pour le président et par délégation,  
*Le directeur général des services*

**Olivier HUISMAN**



La présente délibération est immédiatement exécutoire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché le : **22 décembre 2017** / mise en ligne le : **22 décembre 2017**





# NOTE DE PRÉSENTATION DE L'ORDONNATEUR

**BUDGET INITIAL  
2018**



**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**14 décembre 2017**



L'exercice budgétaire 2018 participe de la mise en place d'un nouveau contrat d'établissement (2017-2021) dans lequel notre établissement réaffirme sa volonté d'accorder aux composantes, directions et services les capacités d'assurer leurs missions en les dotant en moyens financiers et en personnels pour faire face aux besoins collectivement définis lors des discussions autour des contrats pluriannuels et de moyens.

Il porte également une politique de réussite et d'innovation pédagogique pour nos étudiants et de progression continue de nos équipes de recherche.

La démarche s'appuie sur des actions fortes et stratégiques pour l'établissement :

le déploiement de l'AMI Germinet, les nouveaux Connect Talent, le projet THELEME dont les actions principales visent en premier lieu à assurer une meilleure réussite des étudiants par une diversification des formations et refonte de l'organisation des rythmes des étudiants.

Cette politique, résolument tournée vers l'avenir, est également portée par la volonté de maintenir un niveau d'investissement élevé pour assurer la technicité nécessaire à l'accomplissement de nos métiers avec des conditions de travail de qualité pour les usagers et les personnels.

La présente note développera les points suivants :

- l'étude des grands équilibres budgétaires à travers les tableaux GBCP dont la plupart sont soumis au vote des membres du Conseil d'Administration ;
- un passage en revue des opérations pluriannuelles ;
- une information sur les données non soumises au vote des membres du Conseil d'Administration.

Enfin, la présente analyse se concentrera sur le budget agrégé de l'université qui regroupe le budget principal et le budget annexe (SAIC).

## 1. Les emplois

### **Tableau 1 : autorisations d'emplois**

Cet état recense l'ensemble des emplois de l'université qui sont présentés en Équivalent Temps Plein Travaillé (ETPT). Ce tableau constitue la base permettant de calculer la prévision de la masse salariale

Par comparaison avec la projection à fin décembre 2017, le plafond d'emplois budgétaire augmente de 55 pour atteindre 1 849 emplois, dont 1 445 emplois sous plafond État, à comparer avec le plafond fixé par l'État de 1 559. Cette variation se répartit entre 29 emplois sous plafond État et 26 sur ressources propres.

L'augmentation sur plafond État s'explique principalement par :

- les campagnes d'emplois 2017 et 2018 (+7.5 ETPT) dont 4.5 Enseignants et 2 BIATSS en extension sur année pleine de la campagne d'emplois 2017, et 1 en lien avec la campagne d'emplois 2018.
- des titularisations dans le cadre de la loi de dé-précarisation, dite Loi Sauvadet (+23.5 ETPT), dont 22.2 en extension sur année pleine de la campagne 2017, et 1.3 au titre de la campagne 2018.

L'augmentation sur plafond propre de l'Université d'Angers repose sur les faits suivants :

- extension en année pleine des recrutements de contractuels des campagnes d'emplois 2018 (+20 ETPT) ;
- les projets RFI (+19 ETPT) ;
- le projet PIA3 NCU THELEME (+5.6 ETPT) ;
- les agents rentrant dans le cadre de la loi dite Sauvadet (-23.5 ETPT) ;
- les recrutements au fil de l'eau (suppléances, recherche, Idefi REMIS, AMI SHS...).

Par type de population, le nombre de titulaires augmente de 22 ETPT (dont 19 BIATSS), en lien principalement avec la dé-précarisation des contractuels et le nombre de contractuels progresse de 33 (dont 26 enseignants) en raison des projets (RFI, recherche, THELEME).

## 2. Les Autorisations Budgétaires

Ce tableau présente, en partie gauche, les autorisations budgétaires en AE et CP et, en partie droite, les prévisions de recettes ainsi que le solde budgétaire.

Chaque colonne donne une vision sur :

- Le classement des dépenses par nature (masse salariale, fonctionnement et investissement) en distinguant les montants en AE et en CP ;
- Le classement des recettes en deux catégories : les recettes globalisées d'une part et les recettes fléchées d'autre part.

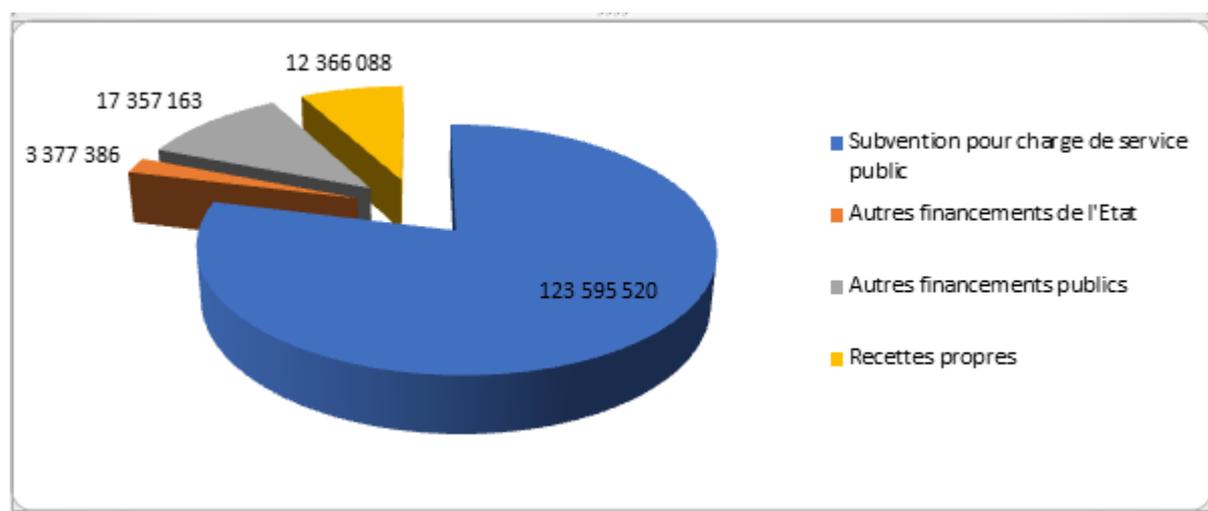
Le rapprochement des colonnes (CP et recettes) permet de déterminer le solde budgétaire<sup>1</sup>.

--

## 2.1. Les recettes

Les recettes (globalisées et fléchées) pour l'exercice 2018 s'élèvent à 156 696 157 € et sont en augmentation par rapport au BR 2017 de 3 959 854 €.

Les recettes globalisées pour un montant de 152 869 417 € sont constituées principalement à 80,85 % par la subvention pour charge de service public, à 8,9 % par des financements publics, à 8,05 % par les recettes propres de l'Université et à 2,2 % par du financement état.



### 2.1.1. La subvention pour charge de service public :

Dans le cadre du projet de la loi de finances 2018 et sous réserve de son approbation par le Parlement, le budget de l'enseignement supérieur bénéficiera d'une augmentation.

Pour 2018, l'enveloppe globale devrait être abondée de 209 M€ dont 15M€ de crédits nouveaux permettant d'accompagner la mise en œuvre de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants.

Au total sur la durée du quinquennat, 500 M€ seront injectés dans les universités au titre du Plan Réussite des Étudiants, 450 M€ au titre de crédits extra budgétaires du Grand Plan d'Investissement.

Enfin, ces nouveaux moyens seront complétés par l'abaissement de la réserve de précaution, soit 40M€.

Pour l'université, cette politique se traduit par une prévision d'augmentation de la dotation de l'état de 2 169 857 € pour atteindre un montant de 123 595 520 €. Elle s'appuie sur la note du Ministère et repose sur les éléments suivants :

- 453 871 € au titre du financement GVT (Glissement Vieillesse Technicité) ;
- 119 358 € au titre de l'extension en année pleine de la compensation du protocole parcours professionnel, carrières et rémunérations des fonctionnaires (PPCR) ;
- 478 304 € au titre de l'extension en année pleine des 16 créations d'emplois accordées 2017 ;
- 204 631 € au titre de l'extension en année pleine de la compensation des titularisations 2017 ;
- 50 797 € au titre de la hausse de la valeur du point d'indice ;
- 48 718 € au titre des emplois de chef de clinique, universitaires de médecine générale ;

- 380 000 € au titre de la mise en sécurité, en conformité et de l'accessibilité ;
- 500 000 € au titre du financement d'actions spécifiques.

### **2.1.2. Les autres financements de l'État :**

La faible variation de subventionnement entre 2017 et 2018 n'est pas significative. Cependant, il convient de noter qu'elle résulte de l'effet conjugué de la baisse des recettes des conventions de recherche (moins d'encaissement sur le CPER 2015/2020) et de la vente du site IUT de Cholet qui devrait permettre à l'Université de récupérer un montant estimé à 600 000 €.

### **2.1.3. Les autres financements publics :**

La participation des financeurs publics, en augmentation de 2 445 595 € par rapport à 2017, s'établit à 13 555 423 €.

Cette augmentation est à minimiser, car pour 1 000 000 €, il s'agit de subventions récurrentes qui antérieurement étaient affectées par erreur en ressources propres (recettes issues des CFA financés par la Région entre autre).

En 2017, la politique de soutien à l'ESR de la Région Pays de la Loire, redéfinie avec une approche pluriannuelle par programme, a induit une année blanche en terme de subventionnement. Le montant de recettes attendu pour 2018, s'élève à 220 000 € pour la pédagogie et à 564 068 € pour l'investissement.

Dans le même ordre, il faut ajouter les recettes relevant des projets 2016 qui seront justifiés en 2017 et pour lesquels nous recevrons le solde pour un montant de 535 582 €.

Quant aux recettes liées aux opérations pluriannuelles d'investissement, elles augmentent de 525 000€ principalement dus à la réception du solde de l'opération CISPEO (rénovation laboratoire de chimie).

De plus, des projets financés et déprogrammés en BR 2017 ont été réinscrits en 2018 tel le projet de schéma stratégie énergie pour un montant de 180 000 €.

Quant aux recettes budgétaires de la Recherche, elles sont en diminution principalement en raison du financement moins important des projets cofinancés Région/ANR pour les projets nouveaux attendus.

A titre de comparaison en 2017, pour 9 projets d'un coût total de 1 453 734 €, nous avons prévu un encaissement de 477 497 € alors qu'en 2018, pour 7 projets d'un coût total de 965 337 €, nous encaissons 221 264 €.

### **2.1.4. Les ressources propres :**

Le différentiel entre 2017 et 2018, de - 1 934 079 €, est à modérer puisqu'en 2017 l'Université a bénéficié d'une recette exceptionnelle de 1 784 859 €, remboursement consécutif à la régularisation de la TVA pour 2013 et 2014. Ce processus de régularisation perdure pour 2018, une recette à hauteur de 547 138 € est attendue des années 2015/2016.

Enfin, les 1 000 000 € de subventions récurrentes, initialement affectées en ressources propres mais dorénavant affectées en financement public, viennent creuser le différentiel.

Au final, l'augmentation des ressources propres de 300 000 € se justifie par les recettes de formation continue et de valorisation de la recherche.

### **2.1.5. Les recettes fléchées :**

L'université d'Angers a décidé au regard de sa spécificité de suivre le projet THELEME, tout comme les RFI, en recettes fléchées (convention de reversement...).

Soit pour 2018, une recette attendue de 616 500€.

Concernant les projets RFI, la prévision de recettes 2017 a été réactualisée à hauteur de 3 000 000 € (justification en novembre des dépenses à la Région du RFI végétal). Les 250 000 € attendus sont liés à des prévisions de recettes du FEDER sur les 4 RFI.

### **2.1.6. Le SAIC :**

L'augmentation relative des recettes du SAIC (+ 131 226 €) relève de l'exécution sur 2018 de recettes prévues en 2017 qui se cumulent à l'échéance de 2018.

## **2.2. Les AE et CP enveloppe personnel**

Le poste de dépenses de la masse salariale représente 77,84 % des AE et 77,15% des CP de l'Université.

L'évolution à la hausse de 3 550 985 € par rapport à 2017 s'explique par les raisons suivantes :

- évolution du GVT (+597k€) ;
- extension en année pleine des mesures 2017, du schéma d'emplois et de la structure des emplois (744k€), dont la campagne Sauvadet 2017 (294k€) ;
- évolution des charges d'enseignement (+370k€ sur BPI 2017), résultat de l'augmentation des effectifs ;
- extension en année pleine de la revalorisation des grilles dans le cadre de la PPCR (+119k€) ;
- extension en année pleine des revalorisations de la grille Contractuels (+149k€);
- progression des recrutements sur les projets en cours ou à venir, RFI, PIA3 NCU THELEME, Idefi REMIS, AMI FC et SHS (980k€);
- évolution des contrats doctoraux UA (+120k€);
- extension en année pleine des augmentations du point d'indice (+50k€);
- mise en place de l'IFSE et des mesures à l'initiative de l'établissement (+48k€)

Concernant la recherche, l'évolution de la Masse salariale est relative (+ 50 000 €). Alors que la masse salariale sur conventions de recherche augmente, celle dédiée aux post-doctorants et doctorants diminue puisque les subventionnements ALM, Conseil Départemental et Région se sont au global réduits.

Concernant les projets fléchés, la masse salariale dédiée au projet THELEME a été identifiée à hauteur de 266 000 euros en AE=CP.

Le besoin en masse salariale des RFI est évalué à 700 000 € en grande partie dû au développement du volet international avec le recrutement de post- doc internationaux sur les 4 RFI.

## **2.3. Les AE et CP enveloppe fonctionnement**

Avec 26 023 605 €, les AE relevant de l'enveloppe de fonctionnement restent relativement stables par rapport à 2017.

A noter qu'au niveau du budget des services centraux, la baisse de consommation des AE correspond aux engagements pluriannuels des marchés de maintenance (installations de chauffage, maintenance

des systèmes de désenfumage, de fermeture, marché de certification des comptes, reprographie) engagés en 2017 et représentant 1 000 000 €.

Quant au budget de fonctionnement, des composantes et services communs, il est en augmentation de 350 000 € et concerne les besoins supplémentaires relatifs à la mise en place de la politique de l'établissement.

Enfin, la mise en service du bâtiment IRIS 2 et les maintenances des logiciels de pilotage génèrent des coûts de fonctionnement supplémentaires.

A noter que la reprise des actions pédagogiques soutenues par la Région a été programmée à hauteur d'une délégation de 220 000 euros.

Enfin, la programmation des AE du nouveau projet THELEME est évalué à 340 500 € correspondant à des conventions de reversement et frais de fonctionnement propres à l'Université.

Les CP s'élèvent à 27 644 624 € soit une augmentation de 3 344 644 € par rapport au BR 2017.

Ce différentiel est lié pour 2 000 000 € à l'activité des RFI (voir ci-dessous).

500 000 € de CP correspondent à la tranche annuelle des marchés engagés en 2017 et payés en 2018.

Les CP restants correspondent au paiement d'AE comptabilisés en AE=CP.

Le budget de la Recherche reste stable à 4 413 000 € tant en AE qu'en CP.

La consommation des AE relevant des RFI ne présente pas de variation significative. Cependant, alors que la prévision d'engagement reste stable, la nature des dépenses est différente. On constate une baisse des nouvelles conventions de reversement au profit de l'augmentation des dépenses affectées aux doctorants et post-doctorants.

A l'inverse, les CP augmentent de 2 000 000 €. En effet, nous avons intégré le fait que nos partenaires risquent très probablement de déclencher la deuxième échéance ou/et le solde des conventions de reversement (échéances qui ont été décalées dans le temps du fait de la non production de justificatifs). A noter que les AE ouverts pour les dépenses à l'international retentissent avec les mêmes proportions sur les CP.

## **2.4. Les AE et CP enveloppe investissement**

La hausse des AE et CP sur l'enveloppe d'investissement est très significative : + 2 798 245 € d'AE et + 3 028 067 € de CP.

Les orientations budgétaires 2018 soulignant la volonté de l'établissement de soutenir les projets structurants, 430 000 € ont donc été injectés au niveau des composantes.

De plus, un certain nombre de projets, déprogrammés en BR 2017, ont été réinjectés en 2018.

Cela concerne en outre les projets subventionnés par la Région pour les années 2017 et 2018.

Enfin, le déménagement programmé à fin 2018 du SUMPPS vers la Faculté des Sciences nécessite d'effectuer des travaux de mise en conformité d'un montant d'AE autofinancé de 500 000 €.

Pour la Recherche, l'augmentation de 720 000 € tant en AE qu'en CP se justifie pour 320 000 € par la finalisation des équipements sur le CPER 2015-2020, l'augmentation d'acquisition d'équipements prévus sur les nouveaux projets 2018 ANR et Région, pour 200 000 € et une programmation plus affinée des besoins sur les conventions pluriannuelles à hauteur de 200 000 €.

Les projets pluriannuels d'investissement sont en progression de 400 000 € d'AE et en augmentation de 738 000 € pour les CP, ce qui justifie la différence entre les AE et les CP au global.

## **2.5. Le solde budgétaire**

Au regard de ce tableau, on obtient un solde budgétaire négatif qui s'élève à 3 619 468 €.

Il s'explique en partie par le différentiel entre les recettes budgétaires et les produits auquel il faut ajouter le prélèvement sur fond de roulement évalué à 2 932 000 €.

La différence entre les recettes budgétaires et les produits, de moins 686 796 euros, s'explique par une avance de trésorerie de l'UA de 1 545 000 € pour les RFI, de 1 587 000 € pour les conventions de recherche, d'une avance de trésorerie de l'État et des collectivités sur les PPI de 2 383 000 €.

Ce solde budgétaire négatif impacte la trésorerie dont le détail figure dans le tableau 4, équilibre financier.

### 3. Tableau 4 : équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier retrace :

- les moyens financiers de couverture d'un solde budgétaire déficitaire par l'excédent résultant des opérations de trésorerie ;
- les moyens d'utilisation d'un solde budgétaire excédentaire.

Sont exclusivement retracés dans ce tableau :

- le solde résultant du tableau des autorisations budgétaires (tab.2) ;
- les opérations de trésorerie « non budgétaires » qui n'apparaissent pas dans le tableau des autorisations budgétaires.

Cet état permet d'appréhender l'ensemble des enjeux de financement, que ce soit par prélèvement ou abondement sur les disponibilités de l'Université.

La variation nette de trésorerie sur l'année 2018 se calcule par la différence entre les totaux permettant ainsi de déterminer la variation de trésorerie disponible (non fléchée) à inscrire en abondement ou en prélèvement.

Un budget présentant un prélèvement sur la trésorerie ne peut, en aucun cas, être considéré comme soutenable si le niveau de trésorerie ne permet pas de faire face à cette prévision de prélèvement.

Ce tableau comprend d'un côté les besoins de financement et de l'autre les financements.

Le calcul de la variation de trésorerie se réalise en faisant la différence entre les besoins (sous total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie – le sous total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie). Pour 2018, cette variation de trésorerie s'établit à - 3 619 468 €.

Pour le détail des opérations pour le compte de tiers, se reporter au tableau 5 qui explicite les mouvements de trésorerie impactant l'équilibre financier de l'Université.

Il tient compte pour l'université d'Angers du solde budgétaire, des opérations pour compte de tiers (aides à la mobilité, TVA et sécurité sociale étudiant) et de l'impact de la trésorerie fléchée.

### 4. Tableau 6 : situation patrimoniale

Le compte de résultat prévisionnel décrit la prévision de l'activité courante de l'Université pour 2018 hors investissement. Il vise à traduire les opérations de dépenses de masse salariale et de fonctionnement ainsi que les recettes correspondantes.

Le compte de résultat apporte une vision complémentaire au tableau des autorisations budgétaires (tab.2) quant à la situation de l'établissement. Il intègre notamment des charges et produits calculés qui sont sans impact sur le solde budgétaire 2018 mais qui viennent impacter le résultat comptable ou patrimonial de l'Université (les amortissements, les provisions pour risques).

La Capacité d'AutoFinancement (CAF) ou l'Insuffisance d'AutoFinancement (IAF) est déterminée par le résultat prévisionnel issu du compte de résultat.

La CAF représente le résultat des seules opérations susceptibles d'avoir un impact sur la trésorerie et mesure les ressources financières internes générées par l'activité courante de l'Université (elle exclut donc les éléments du résultat liés à l'investissement).

La CAF traduit la capacité de l'Université à financer les besoins pérennes liés à son existence et apparaît comme une ressource dans le tableau de financement (état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés).

Le tableau de financement prévisionnel traduit les conséquences prévisionnelles en comptabilité générale des opérations de dépenses/recettes prévues dans l'enveloppe investissement.

La présentation en équilibre du tableau de financement prévisionnel agrégé est réalisée par la variation du fonds de roulement.

La variation et le niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie apparaissent dans l'onglet de bas de page de ce tableau. Il permet de faire apparaître le niveau global de la trésorerie de l'Université. La lecture de ce tableau est donc indispensable pour permettre de se prononcer sur la variation de la trésorerie induite par les tableaux d'autorisations budgétaires (tab.2) et d'équilibre financier (tab.4). En effet, un éventuel prélèvement sur la trésorerie issu du tableau d'équilibre financier (tab.4) n'est possible que si le niveau de trésorerie le permet.

## 4.1. Compte de résultat prévisionnel

Avec un résultat prévisionnel de 23 296 €, le BPI 2018 est conforme à la lettre de cadrage budgétaire et présente un budget équilibré pour l'année 2018.

## 4.2. Les charges

Comparées au budget rectificatif de 2017, les dépenses sont en augmentation de 6 988 213 €.

### 4.2.1. Charges de personnel

L'augmentation de 3 550 985 € des dépenses de personnels présentée sur le tableau 2 couvre un périmètre différent de la comptabilité générale (tableau 6). En effet, les dépenses correspondant aux remboursements de frais de transports et de logement d'un montant de 1 635 862 € représentent des charges de fonctionnement en comptabilité générale. Les charges de personnels s'élèvent donc à 122 052 362 € conformément à la lettre de cadrage budgétaire.

En effet, l'établissement poursuit sa politique, engagée depuis 2016, et quelques principes d'arbitrage qui ont été arrêtés conformément à la lettre de politique des moyens :

- Créations/repyramidages d'un nombre significatif d'emplois d'enseignants, d'enseignants-chercheurs et de BIATSS (fonctionnaires et contractuels) pour un coût maîtrisé de la masse salariale (+435 000 €) ;
- Pour les emplois d'enseignants-chercheurs : pas de gel ; pas de création ; principe de réfrigération pour un an des emplois vacants à partir du 01/09/2018 pour cause de retraite ; maintien des contrats d'ATER sur les emplois liés jusqu'à la fin de l'expérimentation PluriPass ;
- Pour les personnels BIATSS : refus de repyramidages pour promotion locale ; politique raisonnée de création de postes de titulaires sur les missions nouvelles ; procédures de CDIations possible pour les emplois de catégorie A liés à des missions pérennes ; poursuite de la mise en œuvre et prolongation du dispositif Sauvadet ;
- Pour les contractuels (enseignants et BIATSS) : poursuite de l'application de nouvelles grilles de rémunération et d'évolution de carrière (+108 266 €).

## 4.2.2. Fonctionnement

Le budget 2018 affiche une augmentation des prévisions de dépenses de fonctionnement de 3 519 091 € (38 623 070 € en 2018 contre 35 103 979 € en BR 2017).

Cette hausse des dépenses de fonctionnement tient aux facteurs suivants (liste non exhaustive) :

- Hausse de 320 000 € des dépenses de fonctionnement des CRB et Services communs,
- Hausse de 820 000 € des dépenses des RFI,
- Introduction du projet THELEME pour un montant de 340 500 €,
- Reprogrammation des opérations de 2017 reportées pour un montant de 420 000 € portées par la DDN et DPI,
- Augmentation des charges de fonctionnement (IRIS 2 et maison du Végétal),
- Différentiel dépenses correspondant aux remboursements de frais de transports et de logement d'un montant de 81 863 €.

Par ailleurs, l'Université poursuit le travail engagé pour maîtriser ses dépenses de fonctionnement à travers une politique de rationalisation et de mutualisation des achats. A ce titre, une cartographie des achats a été initiée afin d'identifier les sources d'économie.

Le recrutement d'un acheteur permettra de développer la politique achat sur le segment des marchés en lien avec la logistique.

L'établissement s'est de plus engagé dans des opérations de transition énergétique avec notamment le raccordement au réseau de chaleur biomasse de la ville d'Angers qui permettrait d'économiser 13 000 000 € sur 26 ans.

Un plan Lumière permettra un passage au LED; un schéma d'audit énergétique est en cours pour ajuster la politique d'achat aux usages de la transition énergétique.

Un data center green permettra de rationaliser et de mutualiser les coûts de fonctionnement des serveurs de l'Université et de ses partenaires.

L'objectif de rationalisation des coûts est une nécessité, l'optique étant de dégager des sources d'économie afin de développer de nouveaux projets.

## 4.3. Les produits

En augmentation de 5 298 998 € par rapport au BR 2017, le compte de résultat fait apparaître l'augmentation significative de la dotation du MESRI. Cette hausse est développée dans cette note au point 2.1.2.

Les autres produits des organismes publics augmentent également. Ils proviennent pour 1 500 000 € de l'activité des RFI, pour 616 500 € du projet THELEME, pour 1 000 000 € de recettes requalifiées, pour 547 000 € de la recette sur récupération de TVA au titre de 2015/2016.

Les produits de la recherche restent stables.

La collecte de la taxe d'apprentissage augmente de 100 000 euros et les recettes de formation continue progressent.

## 4.4. La capacité d'Autofinancement (CAF)

Elle s'élève donc à 1 623 296 €, en diminution par rapport au BR 2017.

Elle participe au financement d'une partie des investissements de l'Université.

## 4.5. État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

8 982 777 € sont prévus en dépenses d'investissement pour l'année 2018. Ce montant est en augmentation 3 028 067 € et traduit le dynamisme de l'université qui s'est engagée sur le développement d'une stratégie d'investissement pluriannuelle.

Celle-ci se traduit notamment par l'engagement d'une politique différenciée, distinguant ce qui relève de l'investissement récurrent (géré par les composantes) du structurant, géré la Direction « métier », DPI ou DDN, et débattu au sein de commissions spécifiques.

Parmi ces projets, on peut citer :

- création parcours santé pour 150 000 € ;
- réhabilitation espace Faculté des Sciences pour accueillir le SUMPPS, coût 675 000 €, dont 500 000 € de ressources propres ;
- projet d'équipement des UFR et services financés en partie par la Région pour 675 000 €;
- finalisation du CPER numérique pour 250 000 €;
- achat de matériel recherche pour 2 100 000 €;
- investissement des UFR et services communs pour 1 596 496 €;
- tranche annuelle des opérations pluriannuelles (data center/réhabilitation médecine/reconversion des locaux de la Faculté Lettres, langues et sciences humaines) pour 1 373 901 €.

Au niveau des recettes, celles-ci s'élèvent à 4 426 809 € auxquelles il convient de rajouter la CAF de 1 623 296 €. Au total, l'Université peut bénéficier de 6 050 105 € de ressources pour réaliser sa politique d'investissement.

Enfin, les dépenses étant supérieures aux ressources, un prélèvement de 2 932 672 € du fonds de roulement est nécessaire.

Les recettes sont principalement issues des collectivités, de l'État via le CPER (2015/2020).

#### **4.6. Le fonds de roulement**

Le fonds de roulement se situe maintenant à 11 823 509 € pour un niveau de trésorerie de 19 307 360 €.

### **5. Les opérations pluriannuelles**

#### **Tableau 9 et 10 : opérations pluriannuelles**

Cet état permet de suivre, en prévision et en exécution, les dépenses/recettes des opérations pluriannuelles afin d'en assurer la soutenabilité financière sur la durée. Le tableau 9 présente une situation agrégée et le tableau 10 détaille les opérations.

Les tableaux des opérations pluriannuelles retracent les projets de l'Université qui ont une incidence financière sur plusieurs exercices.

Ces tableaux retracent :

- le coût total des opérations par nature de dépenses (masse salariale, fonctionnement et investissement) ;
- les AE et les CP ouverts, puis consommés sur les exercices antérieurs au titre d'opérations non encore achevées, et ceux prévus sur l'exercice 2018.

Les opérations pluriannuelles représentent un poids financier important pour l'Université, soit 88 025 685 € de montant total des opérations en cours.

Ces opérations pluriannuelles sont constituées de programmes pluriannuels d'investissement, de contrats de recherche, de contrats d'enseignement et des opérations fléchées.

## **Les Programmes Pluriannuels d'Investissement (PPI)**

Totalisant 25 M€, les PPI de l'Université sont un indicateur fort de la vision à moyen et long terme de la politique de développement de l'établissement.

Les projets financés par le CPER et portés par la DDN se sont finalisés en 2017.

Pour 2018, le PPI DDN est intégralement financé par l'UA pour un montant de 865 000 € relatifs à des projets structurants pour l'Université (Finalisation CPER numérique, Sécurisation du stockage du parc, renouvellement du parc, nouveaux projets numériques...)

Quant à la DPI, le montant des AE pour ces projets est de 1 400 000€. Le montant des CP est quant à lui de 1 370 000€.

Les dépenses concernent principalement les phases d'études des CPER, les travaux devraient commencer en 2019.

## **Les contrats de recherche**

Le tableau des opérations pluriannuelles n'a pas vocation à recenser l'ensemble des engagements juridiques prévus dans le tableau des autorisations budgétaires mais doit cibler les opérations significatives d'un point de vue financier.

Aussi, seules les opérations supérieures à 40 000 € représentant 92,74% du montant total des opérations sont recensées dans le tableau.

De plus, par souci de lisibilité, les projets recherche ont été regroupés par nature de financement, CPER, financement Région, projets ANR, contrats SAIC, autres contrats de Recherche (contrats européens, équipements, allocations doctorales et post-doctorales).

Avec un montant de 7 361 000€ en AE et de 7 361 000€ en CP, les contrats de recherche des laboratoires participent pleinement à l'activité de l'Université.

L'année 2018 se caractérisera par la poursuite de nombreuses conventions et la mise en œuvre de nouveaux contrats européens (LITMUS, LIFE CROAA, GENHUMCHILD) pour un montant total de 477 000€, s'échelonnant entre 2017 et 2020, dont 214 000€ d'AE/CP pour l'année 2018.

L'année 2018 verra également la mise en place ou la poursuite de projets d'investissement liés au CPER soit 1 230 000€ de CP en 2018.

## **Les contrats fléchés**

L'Université, à compter de 2018, a intégré dans les recettes fléchées le nouveau projet THELEME financé par l'ANR. Il s'agit d'un projet pédagogique.

Le projet total est évalué à 13 289 625 € sur 10 ans. La prévision des AE et CP 2018 pour un montant de 616 500 € correspond à une évaluation des besoins de l'UA et de l'Université du Mans. La programmation sera réactualisée courant 2018 au regard des éléments constitutifs de la convention.

Quant aux RFI, les AE s'élèvent à 4 127 000€ et les CP à 5 384 000€.

L'activité des RFI prévoit de s'intensifier en 2018 sur le volet international (mobilité entrante et sortante) et notamment sur les dépenses de masse salariale.

La différence entre les AE et CP est essentiellement liée aux conventions de reversement. Les AE étant inférieures aux CP, nous sommes dans la situation où nous paierons les paiements intermédiaires et les soldes.

## **Les Projets ERASMUS**

Il est prévu 458 k€ en AE/CP pour ces projets pour l'année 2018 qui ont pour vocation de favoriser la mobilité étudiante et les interactions avec nos partenaires internationaux.

## 6. Les autres données à titre d'information

### **Tableau 3 : dépenses par destination et recettes par origine**

Le premier tableau ventile par destination les dépenses prévues au tableau des autorisations budgétaires (tab.2). Il croise l'axe « nature » (masse salariale, fonctionnement et investissement) avec l'axe « destination ».

Le deuxième tableau croise l'axe « nature » avec l'axe « origine » (Etat, droits d'inscription, taxe d'apprentissage...).

#### **Dépenses par destination**

##### En masse salariale

Le montant total des dépenses de masse salariale est de 123 688 224 € en AE/CP dont :

- 58 156 796 € au titre de la formation initiale et continue (D101 à D103) ;
- 41 063 197 € pour la recherche (D106 ; D107 ; D108 ; D109 ; D110 ; D111 ; D112) ;
- 20 906 794 € au titre des fonctions de pilotage, bibliothèque et immobilier (D105 ; D114 ; D115) ;
- 3 561 370 € pour la vie étudiante (D201 ; D203).

##### En fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, représentent en AE : 26 023 605 € et en CP : 27 644 624€ se répartissant de la manière suivante :

- 3 029 043 € en AE et 3 029 043 € en CP au titre de la formation initiale et continue (D101 à D103) ;
- 8 391 757 € en AE et 9 344 925 € en CP pour la recherche (D106 ; D107 ; D108 ; D110 ; D111 ; D112) ;
- 13 683 067 € en AE et 14 350 615 € en CP au titre des fonctions de pilotage, bibliothèque, diffusion
- 1 014 041€ en AE/CP pour la vie étudiante (D201 ; D202 ; D203).

##### En investissement

Ces dépenses s'établissent à 9 173 583 € en AE et à 8 982 777 € en CP avec la répartition suivante :

- 1 207 031 € en AE/CP au titre de la formation initiale et continue (D101 à D103) ;
- 2 165 100 € en AE/CP pour la recherche (D106 ; D107 ; D108 ; D110 ; D111 ; D112) ;
- 5 786 952 € en AE et 5 596 146 € en CP titre des fonctions de pilotage, bibliothèque et immobilier (D105 ; D114 ; D115) ;
- 14 500 € en AE/CP pour la vie étudiante (D201 ; D202 ; D203).

La dynamique initiée depuis 2013 se poursuit et permet à la formation continue de se développer pour se positionner désormais comme un acteur majeur de ce secteur sur le bassin économique local.

### **Tableau 5 : opérations pour compte de tiers**

Ce tableau retrace les opérations traitées, en comptabilité générale en encaissements/décaissements, uniquement en comptes de tiers, des opérations gérées par l'Université pour le compte de tiers.

L'absence de marge de manœuvre de l'Université sur de telles opérations justifie leur exclusion du tableau des autorisations budgétaires. En cas de déséquilibre sur l'exercice entre les encaissements et décaissements liés à ces opérations, celles-ci contribuent à la variation de trésorerie de l'Université et doivent donc figurer sur une ligne dédiée du tableau d'équilibre financier (tab.4).

Les opérations pour le compte de tiers sont estimées à 2 801 600 € en décaissements et 2 801 600 € en encaissements, principalement pour la sécurité sociale étudiante (versement aux organismes de sécurité sociale des montants perçus lors de l'inscription des étudiants), les opérations de TVA et les aides à la mobilité internationale.

On considère ici que l'encaissement et le décaissement s'effectuent la même année pour un bilan neutre.

### **Tableau 7 : plan de trésorerie**

Ce document, établi pour l'intégralité de l'exercice 2018, évalue le montant mensuel des encaissements/décaissements prévisionnels et le solde de trésorerie en fin de mois. Il distingue les opérations budgétaires (fléchées et globalisées), des opérations de trésorerie pures (opérations sur compte de tiers...) et permet de matérialiser les pics de besoins de trésorerie.

L'encaissement des recettes fait ressortir les mois où sont versés la subvention du Ministère (janvier, avril, juillet, octobre). Pour le reste, le mois de décembre est traditionnellement un mois plus propice aux encaissements notamment en recherche (lié à la justification des projets) ainsi que les recettes de formation continue.

Au final, le plan prévisionnel de trésorerie fait apparaître un solde cumulé au 31 décembre 2018 de +19 307 360 €.

### **Tableau 8 : opérations sur recettes fléchées**

Ce tableau identifie le suivi des opérations liées aux recettes fléchées<sup>2</sup>. Il permet le suivi des opérations liées aux recettes fléchées en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle des encaissements de ces recettes ainsi que la réalisation et la prévision des dépenses afférentes.

L'objectif principal de ce tableau est de mettre en exergue les déséquilibres prévisionnels possibles sur le solde budgétaire et les mouvements de trésorerie générés par ces opérations dans une approche pluriannuelle.

L'Université a choisi de flécher les recettes liées aux RFI (Lumomat, Végétal, Tourisme et Électronique) ainsi que celles du projet THELEME qui présentent un caractère stratégique pour l'établissement.

### **Tableau 11 : les moyens des unités mixtes de recherche**

Ce dernier tableau a pour objectif d'informer les membres du conseil d'administration des moyens dont disposent les UMR pour fonctionner.

Les données indiquées dans ce tableau proviennent d'une part, de l'université avec les chiffres de l'exercice 2016 et, d'autre part, des organismes partenaires (CNRS, INSERM et INRA). Au jour de la rédaction de la présente note, les données des partenaires ne sont pas connues.

date du CA  
14 décembre 2017

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget initial - année 2018

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		(A)		(B)		(C) = (A) + (B)	
		Emplois sous plafond Etat *		Emplois financés hors SCSP		Global	
Catégories d'emplois		En ETPT		En ETPT			
Nature des emplois							
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	710			710,0	
		CDI			5	5,0	
	Non permanents	CDD	225		126	351,0	
<b>S/total EC</b>			<b>935,0</b>		<b>131,0</b>	<b>1 066,0</b>	
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>							-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	489			489,0	
		CDI			116,0	116,0	
	Non permanents	CDD	21		157,0	178,0	
<b>S/total Biatss</b>			<b>510,0</b>		<b>273,0</b>	<b>783,0</b>	
<b>Totaux</b>			<b>1 445,0 (1)</b>		<b>404,0</b>	<b>1 849,0</b>	
						<b>Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)</b>	
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>			<b>1 559,0 (3)</b>				

*Note sur les modalités de renseignement du tableau*

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses					Recettes		
	BR 2017		Budget initial (a)		BR 2017	Budget initial (d)	
	AE	CP	AE	CP			
<b>Personnel</b>	<b>120 137 239</b>	<b>120 137 239</b>	<b>123 688 224</b>	<b>123 688 224</b>	<b>150 261 981</b>	<b>152 869 417</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	33 713 762	33 713 762	34 178 806	34 178 806	121 425 663	123 595 520	Subvention pour charges de service public
					3 451 323	3 377 386	Autres financements de l'Etat
					-	-	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement et intervention</b>	<b>26 297 028</b>	<b>24 299 980</b>	<b>26 023 605</b>	<b>27 644 624</b>	11 109 828	13 555 423	Autres financements publics
					14 275 167	12 341 088	Recettes propres
					<b>2 474 322</b>	<b>3 826 740</b>	<b>Recettes fléchées **</b>
					-	-	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	<b>6 375 338</b>	<b>5 954 710</b>	<b>9 173 583</b>	<b>8 982 777</b>	2 141 339	3 801 740	Autres financements publics fléchés
					332 983	25 000	Recettes propres fléchées
<b>Enveloppes* destinées à des contrats de recherche</b>	-	-	-	-			
Personnel	-	-	-	-			
Fonctionnement	-	-	-	-			
Investissement	-	-	-	-			
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>152 809 605</b>	<b>150 391 929</b>	<b>158 885 412</b>	<b>160 315 625</b>	<b>152 736 303</b>	<b>156 696 157</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>		<b>2 344 374</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 619 468</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue (d) = (a) + (b) + (c)</b>	<b>58 156 796</b>	<b>58 156 796</b>	<b>2 935 043</b>	<b>2 935 043</b>	<b>1 207 031</b>	<b>1 207 031</b>	<b>62 298 870</b>	<b>62 298 870</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	30 848 212	30 848 212	1 523 744	1 523 744	613 754	613 754	32 985 710	32 985 710
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	26 269 459	26 269 459	1 347 299	1 347 299	593 277	593 277	28 210 035	28 210 035
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	1 039 125	1 039 125	64 000	64 000	-	-	1 103 125	1 103 125
D105 - Bibliothèques et documentation	2 033 559	2 033 559	37 000	37 000	-	-	2 070 559	2 070 559
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	12 099 709	12 099 709	1 337 903	1 337 903	385 856	385 856	13 823 468	13 823 468
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	5 332 025	5 332 025	1 871 406	1 871 406	72 624	72 624	7 276 055	7 276 055
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 368 207	3 368 207	383 618	383 618	79 250	79 250	3 831 075	3 831 075
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	518 625	876 965	-	-	518 625	876 965
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	5 651 829	5 651 829	1 344 751	1 990 319	67 993	67 993	7 064 573	7 710 141
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	12 252 666	12 252 666	903 218	903 218	23 940	23 940	13 179 824	13 179 824
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 358 761	2 358 761	2 032 236	1 981 496	1 535 437	1 535 437	5 926 434	5 875 694
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	2 141 687	2 141 687	6 527 557	6 969 858	3 961 231	3 770 425	12 630 475	12 881 970
D115 - Pilotage et support	16 731 548	16 731 548	7 118 207	7 343 757	1 825 721	1 825 721	25 675 476	25 901 026
<b>Étudiants (h) = (e) + (f) + (g)</b>	<b>3 561 437</b>	<b>3 561 437</b>	<b>1 014 041</b>	<b>1 014 041</b>	<b>14 500</b>	<b>14 500</b>	<b>4 589 978</b>	<b>4 589 978</b>
D201 - Aides directes aux étudiants (e)	1 875 306	1 875 306	577 000	577 000	-	-	2 452 306	2 452 306
D202 - Aides indirectes (f)	-	-	23 000	23 000	-	-	23 000	23 000
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives (g)	1 686 131	1 686 131	414 041	414 041	14 500	14 500	2 114 672	2 114 672
<b>Total</b>	<b>123 688 224</b>	<b>123 688 224</b>	<b>26 023 605</b>	<b>27 644 624</b>	<b>9 173 583</b>	<b>8 982 777</b>	<b>158 885 412</b>	<b>160 315 625</b>

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) -

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public (RG_SCSPP)	Autres financements de l'Etat (RG_ETAT)	Fiscalité affectée (RG_FISC)	Autres financements publics (RG_PUBL)	Recettes propres (RG_RPRO)	Financements de l'Etat fléchés (RF_ETAT)	Autres financements publics fléchés (RF_PUBL)	Recettes propres fléchées (RF_AUTR)	
Subvention pour charges de service public (F010)	123 595 520								123 595 520
Droits d'inscription (FD020)					4 062 171	-	-	-	4 062 171
Formation continue, diplômes propres et VAE (FD030)					3 726 580	-	-	-	3 726 580
Taxe d'apprentissage (FD040)					904 909	-	-	-	904 909
Contrats et prestations de recherche hors ANR (FD050)					247 704	-	-	-	247 704
Valorisation (FD060)					650 866	-	-	-	650 866
ANR investissements d'avenir (FD070)				289 553		-	-	-	289 553
ANR hors investissements d'avenir (FD080)				773 224		-	-	-	773 224
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région (FD090)				4 169 244		-	2 214 900	-	6 384 144
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne (FD100)				2 101 500		-	652 028	-	2 753 528
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres (FD110)		3 377 386		6 161 916	288 913	-	934 812	-	10 763 027
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs (FD120)									
Autres recettes (FD130)				59 986	2 459 945			25 000	2 544 931
<b>Total</b>	<b>123 595 520</b>	<b>3 377 386</b>		<b>13 555 423</b>	<b>12 341 088</b>		<b>3 801 740</b>	<b>25 000</b>	<b>156 696 157</b>

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) 3 619 468

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)		
	BR 2017	Budget initial (a)
Solde budgétaire (déficit) * (D2)	-	3 619 468
dont solde budgétaire budget principal	-	2 876 963
dont solde budgétaire budget du SAIC	632 742	742 505
dont solde budgétaire FU		
dont solde budgétaire BAI		
dont solde budgétaire SIE		
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)		
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) (c1)	2 328 454	2 801 600
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e1)		
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1= D2+b1+c1+e1)</b>	<b>2 328 454</b>	<b>6 421 068</b>
<b>Variation de trésorerie (I)</b>	<b>2 419 520</b>	<b>-</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée *** (a1)		
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d1)	2 684 648	
<b>TOTAL DES BESOINS (1 + I)</b>	<b>4 747 974</b>	<b>6 421 068</b>

Financements (couverture des besoins)		
BR 2017	Budget initial (d)	
2 344 374	-	Solde budgétaire (excédent) * (D1)
2 977 116	-	dont solde budgétaire budget principal
-	-	dont solde budgétaire budget du SAIC
		dont solde budgétaire FU
		dont solde budgétaire BAI
		dont solde budgétaire SIE
		Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
2 403 600	2 801 600	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice) (c2)
		Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e2)
<b>4 747 974</b>	<b>2 801 600</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2=D1+b2+c2+e2)</b>
<b>-</b>	<b>3 619 468</b>	<b>Variation de trésorerie (II)</b>
265 128	2 173 871	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée *** (a2)
	1 445 597	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d2)
<b>4 747 974</b>	<b>6 421 068</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2 + II)</b>

Opérations budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :  
- se détermine par différence entre (1) et (2),  
- se décompose en (a) et (d),  
- s'explique par D, (b), (c), (e).

Décomposition de la variation de trésorerie

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

\* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement

Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

\*\* Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

\*\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Aide à la mobilité international (AMI)	Compte 46711	Aide à la mobilité international (AMI)	301 600	301 600
Sécurité Sociale Etudiants	Comptes 4731 & 4730	Sécurité Sociale étudiants	1 400 000	1 400 000
<b>total opérations pour comptes de tiers</b>			<b>1 701 600</b>	<b>1 701 600</b>
TVA	Comptes 445*	TVA	1 100 000	1 100 000
Autres opérations en comptes de tiers	Comptes 47*	Comptes dimputation provisoire de dépenses et de recettes		
<b>TOTAL</b>			<b>2 801 600</b>	<b>2 801 600</b>

(c1)

(c2)

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	BR 2017	Budget initial (a)	PRODUITS	BR 2017	Budget initial (d)
Personnel (9_P_CAS et 9_P_HCAS)	118 583 240	122 052 362	Subventions de l'Etat (SCSP et autres subvention ETAT) (9_SUB_ETAT)	121 670 075	124 571 064
<i>dont charges de pensions civiles* (9_P_CAS)</i>	33 713 762	34 178 806	Fiscalité affectée (9_FISC_AFF)	0	0
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention (9_FONC)	35 103 979	38 623 070	Autres subventions (9_AUTR_SUB)	11 591 556	15 653 655
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>153 687 219</b>	<b>160 675 432</b>	Autres produits (9_AUTR_PRD)	22 138 099	20 474 009
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	1 712 511	23 296	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>155 399 730</b>	<b>160 698 728</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>155 399 730</b>	<b>160 698 728</b>	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0
			<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>155 399 730</b>	<b>160 698 728</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	BR 2017	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>1 712 511</b>	<b>23 296</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (9_DOT_AMOR)	9 250 000	9 342 584
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (9_RE_AM_PR)	7 690 000	7 742 584
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (9_VNC_ACCE)	0	0
- produits de cession d'éléments d'actifs (9_PR_CESSN)	0	0
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (9_QUTP_SUB)	0	0
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>3 272 511</b>	<b>1 623 296</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	BR 2017	Budget initial (j)	RESSOURCES	BR 2017	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	0	0	Capacité d'autofinancement*	3 272 511	1 623 296
Investissements (9_INV)	5 954 710	8 982 777	Financement de l'actif par l'Etat (9_FEA_ETAT)	709 656	207 000
Remboursement des dettes financières	0	0	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat (9_FEA_AUTR)	2 734 662	4 219 809
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>5 954 710</b>	<b>8 982 777</b>	Autres ressources (9_AUTR_RES)	13 000	0
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	775 119	0	Augmentation des dettes financières (9_AUG_DETT)	0	0
			<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>6 729 829</b>	<b>6 050 105</b>
			PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)	0	2 932 672

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	BR 2017 (p)	Budget initial (q)
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	775 119	-2 932 672
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-1 644 401	686 796
<b>Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *</b>	<b>2 419 520</b>	<b>-3 619 468</b>
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	14 756 181	11 823 509
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-8 170 647	-7 483 851
<b>Niveau de la TRESORERIE</b>	<b>22 926 828</b>	<b>19 307 360</b>

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

( K€ )	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	22 926 828	42 959 004	33 075 264	22 007 232	42 502 048	32 997 508	25 187 961	54 482 751	45 749 567	33 293 896	40 716 229	31 575 591	
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
Recettes budgétaires globalisées	31 769 841	1 445 146	870 964	32 272 877	2 794 220	4 406 112	44 484 483	2 607 502	1 128 768	20 679 235	4 488 538	5 921 731	152 869 417
Subvention pour charges de service public	30 898 880			30 898 880			43 258 432			18 539 328			123 595 520
Autres financements de l'Etat	168 869	236 417	168 869	67 548	67 548	270 191	67 548	101 322	168 869	168 869	810 573	1 080 763	3 377 386
Fiscalité affectée													-
Autres financements publics	365 188	871 823	365 189	884 608	1 375 702	1 192 941	507 379	1 719 247	729 039	1 220 977	1 753 522	2 569 808	13 555 423
Recettes propres	336 904	336 906	336 906	421 841	1 350 970	2 942 980	651 124	786 933	230 860	750 061	1 924 443	2 271 160	12 341 088
Recettes budgétaires fléchées	102 420	244 510	102 421	248 096	385 828	347 071	142 299	482 178	216 966	342 434	491 791	720 726	3 826 740
Financements de l'Etat fléchés													-
Autres financements publics fléchés	102 420	244 510	102 421	248 096	385 828	334 571	142 299	482 178	204 466	342 434	491 791	720 726	3 801 740
Recettes propres fléchées						12 500			12 500				25 000
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en comptes de tiers :	70 000	81 000	160 480	114 000	298 500	22 411	247 858	398 627	619 310	231 534	175 624	382 256	2 801 600
TVA encaissée	66 000	77 000	66 000	110 000	83 380	18 411	31 858	188 627	19 310	31 534	75 624	332 256	1 100 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	4 000	4 000	94 480	4 000	215 120	4 000	216 000	210 000	600 000	200 000	100 000	50 000	1 701 600
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													-
<b>A. TOTAL</b>	<b>31 942 261</b>	<b>1 770 656</b>	<b>1 133 865</b>	<b>32 634 973</b>	<b>3 478 548</b>	<b>4 775 594</b>	<b>44 874 640</b>	<b>3 488 307</b>	<b>1 965 044</b>	<b>21 253 203</b>	<b>5 155 953</b>	<b>7 024 713</b>	<b>159 497 757</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
Dépenses liées à des recettes globalisées	11 617 638	11 374 586	11 779 793	11 808 798	12 556 343	12 156 355	14 970 766	11 765 895	13 635 475	13 223 181	13 301 982	16 124 202	154 315 014
Personnel	10 517 852	9 819 569	9 861 262	9 915 001	9 883 266	9 781 932	11 394 041	11 075 587	9 520 406	9 936 150	9 858 847	9 850 847	121 414 760
Fonctionnement	940 223	1 240 203	1 488 244	1 439 068	2 036 062	1 918 694	2 810 657	632 824	2 794 417	2 428 928	1 878 362	4 361 795	23 969 477
Investissement	159 563	314 814	430 287	454 729	637 015	455 729	766 068	57 484	1 320 652	858 103	1 564 773	1 911 560	8 930 777
Dépenses liées à des recettes fléchées	270 447	257 372	294 904	259 159	295 316	302 827	477 698	431 398	619 285	406 561	706 239	1 679 405	6 000 611
Personnel	196 944	183 869	184 650	185 656	185 062	183 164	213 351	207 388	178 267	186 052	184 605	184 456	2 273 464
Fonctionnement	73 503	73 503	110 254	73 503	110 254	110 254	257 260	220 509	441 018	220 509	514 521	1 470 059	3 675 147
Investissement	0	0	0	0	0	9 409	7 087	3 501	0	0	7 113	24 890	52 000
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en compte de tiers :	22 000	22 438	127 200	72 200	131 429	125 959	131 386	24 198	165 955	201 128	288 370	1 489 337	2 801 600
TVA décaissée	22 000	22 438	55 000	55 000	80 629	71 052	114 586	24 198	130 371	142 084	138 352	244 290	1 100 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0	0	72 200	17 200	50 800	54 907	16 800	0	35 584	59 044	150 018	1 245 047	1 701 600
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													-
<b>B. TOTAL</b>	<b>11 910 085</b>	<b>11 654 396</b>	<b>12 201 897</b>	<b>12 140 157</b>	<b>12 983 088</b>	<b>12 585 141</b>	<b>15 579 850</b>	<b>12 221 491</b>	<b>14 420 715</b>	<b>13 830 870</b>	<b>14 296 591</b>	<b>19 292 944</b>	<b>163 117 225</b>
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	20 032 176	- 9 883 740	- 11 068 032	20 494 816	- 9 504 540	- 7 809 547	29 294 790	- 8 733 184	- 12 455 671	7 422 333	- 9 140 638	- 12 268 231	- 3 619 468
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>42 959 004</b>	<b>33 075 264</b>	<b>22 007 232</b>	<b>42 502 048</b>	<b>32 997 508</b>	<b>25 187 961</b>	<b>54 482 751</b>	<b>45 749 567</b>	<b>33 293 896</b>	<b>40 716 229</b>	<b>31 575 591</b>	<b>19 307 360</b>	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

( K€ )	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	<b>22 926 828</b>	42 959 004	33 075 264	22 007 232	42 502 048	32 997 508	25 187 961	54 482 751	45 749 567	33 293 896	40 716 229	31 575 591	-
Recettes - Dépenses budgétaires globalisées	20 152 203	- 9 929 440	- 10 908 829	20 464 079	- 9 762 123	- 7 750 243	29 513 717	- 9 158 393	- 12 506 707	7 456 054	- 8 813 444	- 10 202 471	- 1 445 597
Recettes - Dépenses budgétaires fléchées	- 168 027	- 12 862	- 192 483	- 11 063	90 512	44 244	- 335 399	50 780	- 402 319	- 64 127	- 214 448	- 958 679	- 2 173 871
Recettes - Dépenses Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes - Dépenses Opérations en compte de tiers	48 000	58 562	33 280	41 800	167 071	- 103 548	116 472	374 429	453 355	30 406	- 112 746	- 1 107 081	-
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	20 032 176	- 9 883 740	- 11 068 032	20 494 816	- 9 504 540	- 7 809 547	29 294 790	- 8 733 184	- 12 455 671	7 422 333	- 9 140 638	- 12 268 231	- 3 619 468
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>42 959 004</b>	<b>33 075 264</b>	<b>22 007 232</b>	<b>42 502 048</b>	<b>32 997 508</b>	<b>25 187 961</b>	<b>54 482 751</b>	<b>45 749 567</b>	<b>33 293 896</b>	<b>40 716 229</b>	<b>31 575 591</b>	<b>19 307 360</b>	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et plus
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>					
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>6 965 042</b>	<b>3 826 740</b>	<b>6 068 641</b>	<b>5 307 919</b>	<b>10 025 125</b>
Financements de l'État fléchés	-	-	-	-	-
Autres financements publics fléchés	6 632 059	3 801 740	5 668 641	4 162 282	10 025 125
Recettes propres fléchées	332 983	25 000	400 000	1 145 637	-
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>5 457 600</b>	<b>6 000 611</b>	<b>5 778 881</b>	<b>4 764 167</b>	<b>10 291 485</b>
Personnel	<b>3 074 954</b>	<b>2 273 464</b>	<b>1 969 662</b>	<b>1 276 842</b>	<b>4 974 457</b>
AE=CP	3 074 954	2 273 464	1 969 662	1 276 842	4 974 457
Fonctionnement et intervention	<b>2 199 563</b>	<b>3 675 147</b>	<b>3 781 044</b>	<b>3 472 919</b>	<b>5 262 547</b>
AE	4 357 389	2 418 079	3 054 674	2 608 666	5 952 412
CP	2 199 563	3 675 147	3 781 044	3 472 919	5 262 547
Investissement	<b>183 083</b>	<b>52 000</b>	<b>28 175</b>	<b>14 406</b>	<b>54 481</b>
AE	182 882	52 000	28 375	14 407	54 481
CP	183 083	52 000	28 175	14 406	54 481
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>1 507 442</b>	<b>- 2 173 871</b>	<b>289 760</b>	<b>543 752</b>	<b>- 266 360</b>

(1)

(1) repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)

Tableau 9 -

Tableau des opérations pluriannuelles (prévisionnel) - Budget consolidé initial - année 2018

## POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

## A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
PFIPPIDDN : DDN PPI Etablissement	2 774 355	1 688 872	1 548 872	140 000	725 000	865 000	1 688 872	1 548 872	140 000	725 000	865 000	360 483	-
PFIPPIDPI : REHABILITATION SCIENCES CPER:REHABSCI	1 000 000	-	-	-	175 000	175 000	-	-	-	140 000	140 000	825 000	35 000
PFIPPIDPI : PPIRL902Reconversion locaux lettresCPER PPIRL902	6 000 000	92 871	92 871	-	13 000	13 000	38 871	38 871	-	67 000	67 000	5 894 129	-
PFIPPIDPI : REHABILITATION MEDECINECPER:REHABSAN	10 267 000	4 253 892	4 253 892	-	700 000	700 000	4 169 353	4 169 353	-	700 000	700 000	5 313 108	84 539
PFIPPIDPI : REHABILITATIONCPER:CISPEO	1 019 248	1 019 248	1 019 248	-	-	-	855 732	855 732	-	163 516	163 516	-	-
PFIPPIDPI : DATA CENTERCPER	1 430 000	65 316	65 316	-	169 684	169 684	47 292	25 176	22 116	94 708	116 824	1 195 000	93 000
PFIPPIDPI : EXTENSION PASSERELLECPER:EXTPASRL	3 000 000	42 977	42 977	-	367 023	367 023	31 145	16 439	14 706	171 855	186 561	2 590 000	207 000
<b>Total Programmes Pluriannuels d'Investissement</b>	<b>25 490 603</b>	<b>7 163 176</b>	<b>7 023 176</b>	<b>140 000</b>	<b>2 149 707</b>	<b>2 289 707</b>	<b>6 831 265</b>	<b>6 654 443</b>	<b>176 822</b>	<b>2 062 079</b>	<b>2 238 901</b>	<b>16 177 720</b>	<b>419 539</b>
PFIRECCPER : CPER	3 599 610	1 870 807	1 870 807	-	1 245 500	1 245 500	1 870 807	1 870 807	-	1 245 500	1 245 500	483 303	-
PFIRECHREG : Projets Region	8 952 595	5 369 282	5 369 282	-	2 090 206	2 090 206	5 369 282	5 369 282	-	2 090 206	2 090 206	1 493 107	-
PFIRECHANR : Projets ANR	3 179 212	1 758 621	1 758 621	-	1 002 188	1 002 188	1 758 621	1 758 621	-	1 002 188	1 002 188	418 403	-
PFIRECAUTR : Autres contrats recherche	11 562 606	7 617 271	7 617 271	-	2 471 934	2 471 934	7 617 271	7 617 271	-	2 471 934	2 471 934	1 473 401	-
PFIRECSAIC : Contrats SAIC	1 428 414	864 651	864 651	-	551 763	551 763	864 651	864 651	-	551 763	551 763	12 000	-
<b>Total contrats de recherche non fléchées</b>	<b>28 722 437</b>	<b>17 480 632</b>	<b>17 480 632</b>	<b>-</b>	<b>7 361 591</b>	<b>7 361 591</b>	<b>17 480 632</b>	<b>17 480 632</b>	<b>-</b>	<b>7 361 591</b>	<b>7 361 591</b>	<b>3 880 214</b>	<b>-</b>
PFIRECHRFI : RFI LUMOMAT	3 268 620	2 063 040	2 063 040	-	759 369	759 369	1 587 821	1 587 821	-	1 117 709	1 117 709	446 211	116 879
PFIRECHRFI : RFI TOURISME	4 200 000	1 344 159	1 344 159	-	978 036	978 036	1 243 061	1 243 061	-	1 040 636	1 040 636	1 877 805	38 498
PFIRECHRFI : RFI VEGETAL	8 642 500	3 565 737	3 565 737	-	1 518 938	1 518 938	2 095 437	2 095 437	-	2 471 906	2 471 906	3 557 825	517 332
PFIRECHRFI : RFI ELECTRONIQUE	2 892 000	642 290	642 290	-	870 700	870 700	531 281	531 281	-	753 860	753 860	1 379 010	227 849
PFIRECHRFI : THELEME	13 289 625	-	-	-	616 500	616 500	-	-	-	616 500	616 500	12 673 125	-
<b>Total des contrats de recherche fléchées</b>	<b>32 292 745</b>	<b>7 615 226</b>	<b>7 615 226</b>	<b>-</b>	<b>4 743 543</b>	<b>4 743 543</b>	<b>5 457 600</b>	<b>5 457 600</b>	<b>-</b>	<b>6 000 611</b>	<b>6 000 611</b>	<b>19 933 976</b>	<b>900 558</b>
<b>TOTAL Contrats de recherche</b>	<b>61 015 182</b>	<b>25 095 858</b>	<b>25 095 858</b>	<b>-</b>	<b>12 105 134</b>	<b>12 105 134</b>	<b>22 938 232</b>	<b>22 938 232</b>	<b>-</b>	<b>13 362 202</b>	<b>13 362 202</b>	<b>23 814 190</b>	<b>900 558</b>
<b>total contrats de formation continue</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
PFIENSERA : ERASMUS MUNDUS 2015/2018-RIMUNEUR	695 000	666 254	643 000	23 254	28 746	52 000	666 254	643 000	23 254	28 746	52 000	-	-
PFIENSERA : ERASMUS MUNDUS 2016/2019-RIMUNOVE	824 900	448 200	418 900	29 300	376 700	406 000	448 200	418 900	29 300	376 700	406 000	-	-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>1 519 900</b>	<b>1 114 454</b>	<b>1 061 900</b>	<b>52 554</b>	<b>405 446</b>	<b>458 000</b>	<b>1 114 454</b>	<b>1 061 900</b>	<b>52 554</b>	<b>405 446</b>	<b>458 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>88 025 685</b>	<b>33 373 488</b>	<b>33 180 934</b>	<b>192 554</b>	<b>14 660 287</b>	<b>14 852 841</b>	<b>30 883 951</b>	<b>30 654 575</b>	<b>229 376</b>	<b>15 829 727</b>	<b>16 059 103</b>	<b>39 991 910</b>	<b>1 320 097</b>
<b>pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :</b>													
Ss total personnel	28 178 827	12 371 332	12 348 078	23 254	5 573 682	5 596 936	12 371 331	12 348 077	23 254	5 573 682	5 596 936	10 233 814	1
Ss total fonctionnement et intervention	28 971 324	10 940 998	10 911 698	29 300,00	5 060 485	5 089 785	8 783 172	8 753 872	29 300	6 317 553	6 346 853	12 969 840	900 758
Ss total investissement	30 875 534	10 061 158	9 921 158	140 000	4 026 120	4 166 120	9 729 448	9 552 626	176 822	3 938 492	4 115 314	16 788 256	419 338

## B - Prévisions de recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
PFIPPIDDN : DDN PPI Etablissement	2 774 355	2 372 110	402 245	402 245	-	-
PFIPPIDPI : REHABILITATION SCIENCES CPER:REHABSCI	1 000 000	-	1 000 000	-	-	1 000 000
PFIPPIDPI : PPIRL902Reconversion locaux lettresCPER PPIRL902	6 000 000	1 125 000	4 875 000	300 000	-	4 575 000
PFIPPIDPI : REHABILITATION MEDECINECPER:REHABSAN	10 267 000	-	10 267 000	6 672 000	3 200 000	395 000
PFIPPIDPI : REHABILITATIONCPER:CISPEO	1 019 248	19 248	1 000 000	288 500	711 500	-
PFIPPIDPI : DATA CENTERCPER	1 430 000	430 000	1 000 000	22 000	-	978 000
PFIPPIDPI : EXTENSION PASSERELLECPER:EXTPASRL	3 000 000	-	3 000 000	27 000	-	2 973 000
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>25 490 603</b>	<b>3 946 358</b>	<b>21 544 245</b>	<b>7 711 745</b>	<b>3 911 500</b>	<b>9 921 000</b>
PFIRECCPER : CPER	3 599 610	-	3 599 610	1 556 116	1 195 494	848 000
PFIRECHREG : Projets Region	8 952 595	72 968	8 879 627	3 857 391	1 197 684	3 824 552
PFIRECHANR : Projets ANR	3 179 212	6 024	3 173 188	2 197 223	424 181	551 784
PFIRECAUTR : Autres contrats recherche	11 562 606	176 489	11 386 117	7 431 200	2 502 688	1 452 229
PFIRECSAIC : Contrats SAIC	1 428 414	540	1 427 874	769 476	431 190	227 208
<b>Total contrats de recherche non fléchées</b>	<b>28 722 437</b>	<b>256 021</b>	<b>28 466 416</b>	<b>15 811 406</b>	<b>5 751 237</b>	<b>6 903 773</b>
PFIRECHRFI : RFI LUMOMAT	3 268 620	330 043	2 938 577	1 697 524	589 260	651 793
PFIRECHRFI : RFI TOURISME	4 200 000	372 741	3 827 259	1 848 324	940 127	1 038 808
PFIRECHRFI : RFI VEGETAL	8 642 500	867 853	7 774 647	2 260 438	1 149 453	4 364 756
PFIRECHRFI : RFI ELECTRONIQUE	2 892 000	-	2 892 000	1 158 756	531 400	1 201 844
PFIRECHRFI : THELEME	13 289 625	-	13 289 625	-	616 500	12 673 125
<b>Total des contrats de recherche fléchées</b>	<b>32 292 745</b>	<b>1 570 637</b>	<b>30 722 108</b>	<b>6 965 042</b>	<b>3 826 740</b>	<b>19 930 326</b>
<b>total contrats de recherche</b>	<b>61 015 182</b>	<b>1 826 658</b>	<b>59 188 524</b>	<b>22 776 448</b>	<b>9 577 977</b>	<b>26 834 099</b>
<b>total contrats de formation continue</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
PFIENSERA : ERASMUS MUNDUS 2015/2018-RIMUNEUR	695 000	-	695 000	695 000	-	-
PFIENSERA : ERASMUS MUNDUS 2016/2019-RIMUNOVE	824 900	-	824 900	494 940	329 960	-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>1 519 900</b>	<b>-</b>	<b>1 519 900</b>	<b>1 189 940</b>	<b>329 960</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>88 025 685</b>	<b>5 773 016</b>	<b>82 252 669</b>	<b>31 678 133</b>	<b>13 819 437</b>	<b>36 755 099</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prév. d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (B1 + B2)										Prévision N+1 et suivantes							
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammées ou reportées en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues > N+2	CP prévues > N+2		
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)		
PFIPIDON : DON PPI Etablissement	Investissement	2 774 355	1 668 872	1 548 872	140 000	725 000	865 000	1 668 872	1 548 872	140 000	725 000	865 000	360 483	360 483						
PFIPIDRI : REHABILITATION SCIENCES CPER REHABSCI	Investissement	1 000 000			0	175 000	175 000				140 000	140 000	825 000	410 000		410 000			10 000	
PFIPIDRI : PPURL902Reconversion locaux lettresCPER PPURL902	Investissement	6 000 000	92 871	92 871	0	13 000	13 000	38 871	38 871	0	67 000	67 000	700 000	280 000	5 194 129	513 129			5 100 000	
PFIPIDRI : REHABILITATION MEDECINE CPER REHABSAN	Investissement	10 267 000	4 253 892	4 253 892	0	700 000	700 000	4 169 353	4 169 353	0	700 000	700 000	703 108	210 000	4 610 000	577 647			4 610 000	
PFIPIDRI : REHABILITATION CPER CISPEO	Investissement	1 019 248	1 019 248	1 019 248	0			855 732	855 732	0	163 516	163 516								
PFIPIDRI : DATA CENTER CPER	Investissement	1 430 000	65 316	65 316	0	169 684	169 684	47 292	25 176	22 116	94 708	116 824	1 195 000	975 000		310 000			3 000	
PFIPIDRI : EXTENSION PASSERELLE CPER EXTPASRL	Investissement	3 000 000	42 977	42 977	0	367 023	367 023	31 145	16 439	14 706	171 855	186 561	2 590 000	1 693 000		1 095 000			9 000	
<b>Total Programme Pluriannuel d'investissement</b>	<b>Investissement</b>	<b>26 890 603</b>	<b>7 163 176</b>	<b>7 023 176</b>	<b>140 000</b>	<b>2 149 707</b>	<b>2 289 707</b>	<b>6 831 565</b>	<b>6 664 443</b>	<b>176 822</b>	<b>2 062 079</b>	<b>2 238 901</b>	<b>6 373 691</b>	<b>3 958 483</b>	<b>9 804 129</b>	<b>2 905 776</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 732 000</b>	
PFIRECCPER : CPER	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	0 29 702 3 669 958	0 8 122 3 669 958	0 8 122 3 669 958	0 15 000 0	0 15 000 0	0 15 000 0	0 8 122 0	0 8 122 0	0 15 000 0	0 15 000 0	0 15 000 0	0 5 000 230 000	0 5 000 230 000	0 3 000 245 303	0 3 000 245 303	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIRECHREG : Projets Region	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	4 681 114 4 043 060 427 051	2 955 998 2 287 017 668 043	2 955 998 2 287 017 668 043	0 0 0	1 033 723 963 083 70 640	1 033 723 963 083 70 640	2 955 998 2 287 017 668 043	2 955 998 2 287 017 668 043	0 0 0	1 033 723 963 083 70 640	1 033 723 963 083 70 640	530 793 488 102 42 691	530 793 488 102 42 691	168 539 306 868 2 850	168 539 306 868 2 850	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIRECHANR : Projets ANR	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	1 101 053 1 395 202 457 251	719 994 782 501 662 251	719 994 782 501 662 251	0 0 0	277 934 313 983 35 049	277 934 313 983 35 049	719 994 782 501 662 251	719 994 782 501 662 251	0 0 0	277 934 313 983 35 049	277 934 313 983 35 049	51 156 152 822 10 000	51 156 152 822 10 000	52 970 145 795 5 560	52 970 145 795 5 560	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIRECAUTR : Autres contrats recherche	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	7 883 097 3 167 400 4 715 697	5 064 382 2 089 247 2 975 135	5 064 382 2 089 247 2 975 135	0 0 0	1 668 704 787 988 880 716	1 668 704 787 988 880 716	5 064 382 2 089 247 2 975 135	5 064 382 2 089 247 2 975 135	0 0 0	1 668 704 787 988 880 716	1 668 704 787 988 880 716	768 119 230 030 14 180	768 119 230 030 14 180	304 629 104 115 15 351	304 629 104 115 15 351	0 37 000 0	0 37 000 0	0 0 0	
PFIRECSAC : Contrats SAIC	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	594 951 792 813 197 862	353 840 505 161 241 321	353 840 505 161 241 321	0 0 0	241 111 276 652 35 541	241 111 276 652 35 541	353 840 505 161 148 141	353 840 505 161 148 141	0 0 0	241 111 276 652 35 541	241 111 276 652 35 541	0 12 000 0	0 12 000 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
<b>Total des contrats de recherche NON FLECHES</b>	<b>Personnel Fonctionnement et intervention Investissement</b>	<b>14 241 414 8 428 237 5 813 178</b>	<b>9 093 484 6 672 048 2 421 386</b>	<b>9 093 484 6 672 048 2 421 386</b>	<b>0</b>	<b>3 221 472 2 316 706 1 824 413</b>	<b>3 221 472 2 316 706 1 824 413</b>	<b>9 093 484 6 672 048 2 421 386</b>	<b>9 093 484 6 672 048 2 421 386</b>	<b>0</b>	<b>3 221 472 2 316 706 1 824 413</b>	<b>3 221 472 2 316 706 1 824 413</b>	<b>1 360 072 886 064 264 160</b>	<b>1 360 072 886 064 264 160</b>	<b>824 138 669 778 269 014</b>	<b>824 138 669 778 269 014</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 000</b>	<b>37 000</b>
PFIRECHRFI : RFI LUMOMAT	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	1 801 907 1 314 050 487 857	1 010 019 1 018 265 781 754	1 010 019 1 018 265 781 754	0 0 0	459 084 290 285 168 799	459 084 290 285 168 799	1 010 019 1 018 265 781 754	1 010 019 1 018 265 781 754	0 0 0	459 084 290 285 168 799	459 084 290 285 168 799	302 004 5 500 7 090	302 004 5 500 7 090	130 800 0 0	130 800 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIRECHRFI : RFI TOURISME	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	2 530 248 1 950 076 579 172	1 108 526 497 368 611 162	1 108 526 497 368 611 162	0 0 0	731 644 484 200 247 444	731 644 484 200 247 444	1 108 526 497 368 611 162	1 108 526 497 368 611 162	0 0 0	731 644 484 200 247 444	731 644 484 200 247 444	510 658 538 908 11 675	510 658 538 908 11 675	300 964 500 000 10 000	300 964 500 000 10 000	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIRECHRFI : RFI VEGETAL	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	385 683 5 974 839 137 413	82 782 2 331 998 125 213	82 782 2 331 998 125 213	0 0 0	302 900 775 294 12 000	302 900 775 294 12 000	82 782 2 331 998 125 213	82 782 2 331 998 125 213	0 0 0	302 900 775 294 12 000	302 900 775 294 12 000	687 445 1 158 721 1 558 721	687 445 1 158 721 1 558 721	504 168 501 000 940 000	731 415 189 078 1 559 999	187 399 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIRECHRFI : RFI ELECTRONIQUE	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	6 552 457 6 665 687 111 230	2 688 000 3 405 500 71 481	2 688 000 3 405 500 71 481	0 0 0	2 273 464 3 405 500 10 000	2 273 464 3 405 500 10 000	2 688 000 3 405 500 71 481	2 688 000 3 405 500 71 481	0 0 0	2 273 464 3 405 500 10 000	2 273 464 3 405 500 10 000	658 000 664 500 3 500	4 974 457 4 996 181 54 481	4 974 457 4 996 181 54 481	4 974 457 4 996 181 54 481				
<b>Total des contrats de recherche FLECHES</b>	<b>Personnel Fonctionnement et intervention Investissement</b>	<b>13 669 350 14 397 589 332 145</b>	<b>3 074 955 4 387 389 182 882</b>	<b>3 074 955 4 387 389 182 882</b>	<b>0</b>	<b>2 273 464 2 418 079 82 000</b>	<b>2 273 464 2 418 079 82 000</b>	<b>3 074 955 4 387 389 182 882</b>	<b>3 074 955 4 387 389 182 882</b>	<b>0</b>	<b>2 273 464 2 418 079 82 000</b>	<b>2 273 464 2 418 079 82 000</b>	<b>1 969 682 3 064 674 28 378</b>	<b>1 969 682 3 064 674 28 378</b>	<b>1 276 842 3 781 044 41 407</b>	<b>4 974 457 6 862 412 54 481</b>	<b>4 974 457 6 862 412 54 481</b>	<b>4 974 457 6 862 412 54 481</b>		
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>61 015 182</b>	<b>25 095 858</b>	<b>25 095 858</b>	<b>0</b>	<b>12 106 134</b>	<b>12 106 134</b>	<b>22 938 232</b>	<b>22 938 232</b>	<b>0</b>	<b>13 382 202</b>	<b>13 382 202</b>	<b>7 642 997</b>	<b>8 269 167</b>	<b>6 262 842</b>	<b>6 117 094</b>	<b>11 018 360</b>	<b>10 328 685</b>		
Contrat de formation continue	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
<b>Total contrat de formation continue</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
PFIIENSERA : ERASMUS MUNDUS 2015/2018-RM/NEUR	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	131 708 563 292 0	105 873 560 281 0	105 873 560 281 0	23 254 17 000 0	35 000 17 000 0	105 873 560 281 0	105 873 560 281 0	105 873 560 281 0	23 254 17 000 0	35 000 17 000 0	105 873 560 281 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
PFIIENSERA : ERASMUS MUNDUS 2016/2019-RM/NOVE	Personnel Fonctionnement et intervention Investissement	338 325 588 575 0	98 820 351 280 0	98 820 351 280 0	67 000 29 300 0	98 820 351 280 0	98 820 351 280 0	98 820 351 280 0	98 820 351 280 0	67 000 29 300 0	98 820 351 280 0	98 820 351 280 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>1 619 900</b>	<b>1 114 454</b>	<b>1 061 900</b>	<b>52 654</b>	<b>405 446</b>	<b>458 000</b>	<b>1 114 454</b>	<b>1 061 900</b>	<b>52 654</b>	<b>405 446</b>	<b>458 000</b>	<b>3 319 734</b>	<b>3 319 734</b>	<b>1 900 977</b>	<b>1 900 977</b>	<b>4 974 457</b>	<b>4 974 457</b>		
<b>Ss total personnel</b>		<b>28 178 927</b>	<b>12 371 332</b>	<b>12 348 078</b>	<b>23 254</b>	<b>5 573 692</b>	<b>5 596 836</b>	<b>12 371 331</b>	<b>12 348 077</b>	<b>23 254</b>	<b>5 573 692</b>	<b>5 596 836</b>	<b>3 319 734</b>	<b>3 319 734</b>	<b>1 900 977</b>	<b>1 900 977</b>	<b>4 974 457</b>	<b>4 974 457</b>		
<b>Ss total fonctionnement et intervention</b>		<b>28 971 324</b>	<b>10 940 998</b>	<b>10 911 698</b>	<b>29 300</b>	<b>5 060 485</b>	<b>5 089 785</b>	<b>8 783 172</b>	<b>8 783 172</b>	<b>29 300</b>	<b>5 060 485</b>	<b>5 089 785</b>	<b>3 940 728</b>	<b>4 667 098</b>	<b>3 168 444</b>	<b>4 032 697</b>	<b>6 989 412</b>	<b>6 299 547</b>		
<b>Ss total investissements</b>		<b>30 876 534</b>	<b>10 051 158</b>	<b>9 921 158</b>	<b>140 000</b>	<b>4 028 120</b>	<b>4 166 120</b>	<b>8 729 448</b>	<b>8 552 626</b>	<b>176 822</b>	<b>3 938 492</b>	<b>4 115 314</b>	<b>6 656 126</b>	<b>4 240 818</b>	<b>10 067 550</b>	<b>3 189 196</b>	<b>54 481</b>	<b>9 716 681</b>		
<b>TOTAL</b>		<b>88 025 685</b>	<b>33 373 488</b>	<b>33 190 934</b>	<b>192 654</b>	<b>14 862 287</b>	<b>14 952 941</b>	<b>30 883 961</b>	<b>30 654 676</b>	<b>229 376</b>	<b>15 829 727</b>	<b>16 059 103</b>	<b>13 916 688</b>	<b>12 227 650</b>	<b>15 056 971</b>	<b>9 022 870</b>	<b>11 018 350</b>	<b>20 060 685</b>		

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, les cas échéant présentés avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prév. de recettes

Opération	Nature	Prévision Financement de l'opération	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
			Encasements des années antérieures à N	Encasement prévu en N	Encasements prévus en N+1	Encasements prévus en N+2	Encasements prévus > N+2

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Niveaux initiaux		BI -
1	Niveau initial de restes à payer	3 791 319
2	Niveau initial du fonds de roulement	14 756 181
3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-8 170 647
4	Niveau initial de la trésorerie	22 926 828
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	0
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	22 926 828
5	Autorisations d'engagement	158 885 412
6	Résultat patrimonial	23 296
7	Capacité d'autofinancement (CAF)	1 623 296
8	Variation du fonds de roulement	-2 932 672
9	<b>Opérations bilancielle non budgétaires</b>	<b>SENS 0</b>
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	-
	Cautionnements et dépôts	+ / -
10	<b>Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS 0</b>
	Variation des stocks	+ / -
	Production immobilisée	+
	Charges sur créances irrécouvrables	-
	Produits divers de gestion courante	+
11	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS 686 796</b>
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
12	<b>Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>-3 619 468</b>
12.a	Recettes budgétaires	156 696 157
12.b	Crédits de paiement ouverts	160 315 625
13	<b>Décalages de flux trésorerie liés aux opérations aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>0</b>
14	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	<b>-3 619 468</b>
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-2 173 871
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-1 445 597
15	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 - 13</b>	<b>686 796</b>
16	<b>Variation des restes à payer</b>	<b>-1 430 213</b>
17	<b>Niveau final de restes à payer</b>	<b>2 361 106</b>
18	<b>Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>11 823 509</b>
19	<b>Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-7 483 851</b>
20	<b>Niveau final de la trésorerie</b>	<b>19 307 360</b>
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	-2 173 871
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	21 481 231
	Comptabilité budgétaire	
	Comptabilité générale	

Flux de l'année

Niveaux finaux

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérateur	Réunion de l'organe délibérant du 06/10/2017
-----------	--

Commentaires portant sur la stratégie immobilière de l'établissement :

(notamment sur l'avancement des opérations prévues dans le SPSI, la levée des réserves de France Domaine ou du CIE, les économies réalisées ou programmées,...)

		exécution (année 2016)	dernier BR (année 2017)
<b>Données physiques</b>			
<b>Nombre de bâtiments occupés</b>	X	55	55
dont biens propres	X	2	2
dont biens domaniaux	X	43	43
dont prises à bail	X	1	1
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)	X	9	9
<b>Surface totale occupée (m<sup>2</sup> - SUB)</b>	X	131 849	131 849
dont biens propres	X	1 276	1 276
dont biens domaniaux	X	122 890	122 890
dont prises à bail	X	465	465
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)	X	7 218	7 218
<b>Ratio m<sup>2</sup> SUN / poste de travail (*)</b>	X		

	classe de compte (n°)	exécution (année 2016)	dernier BR (année 2017)
<b>Dépenses de fonctionnement à l'€ près</b>			
Redevances de crédit-bail immobilier (*)	6125	0	0
Locations immobilières (*)	6132	340 081	327 000
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	6152	645 981	754 662

<b>Dépenses d'acquisition à l'€ près</b>			
Acquisition de biens propres ou de biens domaniaux	X		

<b>Dépenses d'investissement à l'€ près</b>			
Réalisation de travaux structurants sur les biens propres ou domaniaux	X	1 894 603	1 974 715

<b>Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près</b>			
dont biens propres	7752		
dont biens domaniaux	7752		

(\*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'Etat (SI OPE)

En 2016 :

- au profit de l'UFR Santé, réalisation d'un logement de fonction et déconstruction du bâtiment K (amphithéâtres désaffectés et restaurant universitaire)
- convention pour mise à disposition du site des Sables d'Olonne

Attendu en 2017 :

- livraison du bâtiment IRIS 2
- réalisation d'un schéma pluriannuel de stratégie immobilière
- poursuite en vue de la certification ISO 50 001 (système de management de l'énergie)
- En cours de cession : site IUT Cholet (aliénation en date de juillet 2015)

Projet 2018 :

- mise à jour du schéma pluriannuel de stratégie immobilière